

GRAD

Séminaire du 10 -11 mai 2007

« LES ELECTIONS SONT-ELLES LA SEULE  
GARANTIE POUR LA DEMOCRATIE ? »

*Présenté par :*

***M. AFIDEGNON Dan***

## LES ELECTIONS SONT-ELLES LA SEULE GARANTIE POUR LA DEMOCRATIE ?

Chaque génération se fait la championne d'une cause, s'engage dans la lutte qui lui permet d'exprimer son idéalisme et de prouver son courage. Il y a plus d'une cinquantaine d'années, on combattait le fascisme. La génération d'après s'attacha à la défense des droits civiques et à la disparition du colonialisme.

Ce qui motive celle d'aujourd'hui, c'est la lutte pour l'expansion de la démocratie.

Aucune société humaine n'accepterait délibérément de se soumettre à un pouvoir illimité. La tyrannie est universellement réprouvée. Le problème est comment lui faire face. De toute évidence, il ne suffit pas d'être libéré d'un tyran pour accéder aussitôt à une certaine liberté et la défendre, sans parler d'établir une démocratie.

Depuis quelque temps, le mot démocratie circule comme une monnaie dévaluée sur la place du marché politique. Les politiciens de toute appartenance cherchent à s'approprier l'étiquette et l'apposer sur leurs actions. Pour le meilleur et pour le pire, le vocable "démocratie" sert de cri de ralliement dans le discours politique contemporain. C'est le mot qui éveille des résonances dans l'esprit des peuples et jaillit de leurs lèvres quand ils luttent pour la liberté ou pour l'amélioration de leur niveau de vie.

A notre époque où l'on parle d'un nouvel ordre mondial, bien des pays ont accompli des progrès considérables dans leurs efforts pour édifier un ordre social juste et équitable qui offre à tous leurs citoyens la liberté politique, des chances de succès économiques et une protection juridique réelle. Jeunes et vieux, riches et pauvres, instruits ou illettrés partagent une aspiration commune : jouir de la liberté, de l'égalité et d'une protection face aux excès du pouvoir de l'Etat.

La récente vogue de rejets des régimes autocratiques a engendré une heureuse convergence vers une définition commune de la démocratie et simultanément un consensus s'est formé quant aux conditions minimales que doivent remplir les Etats pour mériter cette prestigieuse appellation.

Alors qu'est-ce que la démocratie ?

### I- **Définition.**

Au sens large, la démocratie est un système de gouvernement où les dirigeants sont responsables de leurs actions, dans le domaine public, devant des citoyens qui agissent indirectement par le truchement de leurs représentants élus.

Un système de gouvernement est un ensemble de structures qui déterminent les modes d'accès aux principales fonctions publiques, les qualifications des acteurs admis ou exclus à faire acte de candidature, les stratégies que ces agents peuvent utiliser pour y accéder et les règles à respecter pour prendre des décisions qui les engagent vis à vis du public.

Pour Abraham LINCOLN, la démocratie est "le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple" Prise dans ce sens la démocratie s'oppose à tout pouvoir qui n'est pas l'émanation du peuple. Ainsi la démocratie est un mode de gouvernement où le peuple exerce la souveraineté

Dans une véritable démocratie, le détenteur du pouvoir est le peuple appelé souverain primaire. Les citoyens ne pouvant tous, pour des raisons de nombres, exercer cette souveraineté ; ils délèguent leur pouvoir à un nombre restreint d'élus qui l'exercent à leur place. Ces personnes sont désignées à travers des élections libres et transparentes. Ainsi, le pouvoir exercé par les élus l'est au nom du peuple qui le leur a exercé par les élus l'est au nom du peuple qui le leur a temporairement transféré et à qui ils doivent rendre compte.

La définition la plus répandue de la démocratie exige qu'elle comporte des élections régulières, loyalement organisées et dont les résultats sont honnêtement proclamés.

Une autre image communément admise de la démocratie est celle qui l'identifie à la règle de la majorité. Toute instance gouvernementale qui est habituée à prendre des décisions pour avoir réuni plus de la moitié des suffrages exprimés est tenue pour démocratique.

Un autre élément capital de la démocratie est l'esprit de coopération. Les acteurs doivent se soumettre volontairement aux décisions collectives qui lient l'ensemble de la société. Ils doivent coopérer en vue de pouvoir rivaliser entre eux. Ils doivent être capables d'agir collectivement par le biais des partis, des associations et mouvements, pour sélectionner des candidats, formuler des choix, adresser des revendications aux autorités et influencer sur la vie politique.

Lorsqu'ils cherchent à définir la démocratie, les spécialistes ont toujours tendance à en souligner les aspects institutionnels. A leurs yeux, la démocratie est affaire d'institutions et de méthodes.

Le politologue Myron WEIMER dit que la démocratie en tant que système politique est conditionnée par quatre impératifs

1.) le pouvoir est issu d'élections libres où l'opposition est représentée

2.) les partis y compris ceux de l'opposition, ont officiellement le droit d'accéder aux moyens de briguer les suffrages des électeurs, ce qui implique la liberté de la presse, la liberté de la parole et de réunion, ainsi que la protection contre les arrestations arbitraires

3.) le pouvoir mis en minorité par le corps électoral, cède la place, sans que des représailles puissent être exercées contre lui

4.) les gouvernants régulièrement élus tiennent réellement les rênes et ne sont pas des fantoches qui abandonnent en fait leur autorité à des dirigeants non élus.

Quelle que soit la façon dont on définit la démocratie, elle ne peut prospérer que dans un climat politique permettant aux individus de tous les milieux et de toutes les opinions d'avoir la liberté garantie par la loi, d'exprimer leur point de vue.

Tous les citoyens, sans exception doivent avoir le droit et la possibilité de choisir librement et régulièrement ceux qui les gouvernent.

La démocratie peut-elle se concevoir sans élections ?

## II- Elections.

Le lancement d'un processus démocratique passe nécessairement par des élections.

Il y a bien sûr "élections" et élections.

A ce propos, deux comportements opposés s'affichent sur l'échiquier politique africain.

Le premier rentre dans la logique de comment gagner les élections "démocratiquement" et le second s'inscrit dans la stratégie de comment organiser les élections démocratiques.

### A- Comment gagner les élections ?

Certains pays font certes parler les urnes mais le résultat n'est pas l'expression de la volonté souveraine du peuple mais plutôt celle de la puissance du prince. Pour ce faire, on use de subterfuges. Les règles du jeu ne sont pas claires.

Par ici, on procède au toilettage et par là on s'attelle au tripatouillage des textes électoraux.

Certains chefs d'Etat racontent à qui veut les entendre qu'"on n'organise pas les élections pour les perdre" On recherche les succès électoraux par tous les moyens même s'il faut pactiser le diable.

C'est ainsi que d'aucuns considèrent le simple fait d'organiser des élections, même si certains candidats ou partis spécifiques en sont exclus, ou si une partie importante de la population ne peut y

participer librement, comme une condition suffisante de la démocratie. Cette hérésie est désignée sous le nom d'électorisme.

L'expérience a montré qu'il était plus facile à celui qui est au pouvoir de se faire un résultat qu'à celui qui veut y accéder d'avoir un résultat. Presque la même méthode pour se faire des résultats est utilisée. Le pouvoir sensé revenir au peuple lui est arraché par ceux qui détiennent les moyens de contrainte : la force publique (armée, police et milices) les finances de l'Etat (achat des consciences) et l'intelligence (assistance en tous genres des réseaux mafieux).

Les élections ainsi échafaudées sont un moyen pratique de légitimation d'un pouvoir spolié et confisqué au peuple.

Quelques exemples tirés à la volée de l'histoire récente illustrent bien les images insolites que présentent certains pays

- En Guinée le conseil des médecins a malgré l'état de santé inquiétant du chef de l'Etat, déclaré ce dernier apte à être candidat à sa propre succession. Sa bonne santé, lui a permis de voter dans sa voiture, le jour du scrutin.
- En Côte d'Ivoire, les deux petits mots "ou" ainsi que "et" ont vite fait d'enregistrer en pertes des centaines de vie.
- Au Togo, il fallait apaiser par des canons, les gourdins, les machettes etc.. tous ceux qui refusent de se soumettre aux humeurs et aux caprices du prince.

Les élections de 2005 sont assez éloquentes. Le GRAD, pour sa part avait lancé des appels et attiré l'attention des autorités sur les risques qu'elles font courir à la population si le scrutin doit être maintenu à la date fixée. La CENI avait insisté malgré les tensions, qui régnaient dans le pays sur le non report de l'élection présidentielle.

- Le Nigeria ce géant de l'Afrique de l'Ouest n'a pas du tout donné le bon exemple. (démocratie pas une destination mais un voyage).

Pour gagner les élections en Afrique, il faut pointer le canon aux électeurs, museler la presse, organiser la chasse à l'homme, contrecarrer les actions des opposants, inviter et laisser faire les observateurs internationaux qui, malgré leurs rapports négatifs, n'empêchent pas les présidents de leurs pays de prendre acte des "résultats".

Ces pratiques ont des effets négatifs sur le fonctionnement de la démocratie et déjà des voix s'élèvent contre l'élection au suffrage universel en Afrique du chef de l'Etat car ce mode de désignation détourne par les clans et les intérêts privés est profondément nocif. C'est pourquoi certains se demandent s'il ne faut pas supprimer l'élection présidentielle. Mesdames et messieurs, la question reste toute entière ?

## **B- Comment organiser des élections démocratiques ?**

Les élections libres constituent l'institution primordiale de la démocratie. Les élections démocratiques sont des élections compétitives, ouvertes et définitives qui se déroulent périodiquement et par lesquelles les principaux responsables sont choisis par un électorat qui a toute latitude de critiquer le régime, d'exprimer son opinion et de présenter des solutions de rechange.

Du fait que les élections démocratiques soumettent ceux qui ont l'ambition de gouverner à la discipline exigeante du régime fondé sur le consentement des citoyens, elles constituent la meilleure protection des droits de l'individu.

C'est pour cette raison que ceux qui tiennent plus au pouvoir qu'à la liberté évitent l'épreuve des élections, car elles font courir des risques considérables à ceux qui détiennent ou veulent détenir le pouvoir politique. Bien sûr, certaines conditions sociales et économiques, certaines habitudes politiques, certains modes de vie facilitent l'institution d'élections libres et le fonctionnement d'un gouvernement démocratique.

Toutefois, l'histoire contemporaine prouve que la seule nécessité finalement c'est un régime disposé à reconnaître la légitimité de l'opposition au risque même de perdre le pouvoir, car il attache une importance suprême à la liberté.

Les élections libres permettent au peuple de saisir fermement le gouvernail de l'Etat, à l'électorat de pouvoir exprimer librement son choix dans les bureaux de vote, ce qui est une invitation à la stabilité et à la souplesse qui sont indispensables au progrès social et économique.

Le suffrage universel est une route sûre vers le soutien populaire des institutions et des mesures adoptées, et l'obligation faite aux fonctionnaires élus de rendre des comptes est la garantie la plus certaine que la volonté du peuple sera respectée et que les fruits de la croissance ne profiteront pas uniquement à une minorité.

Dans une démocratie, les représentants élus doivent convenir, au moins de façon informelle, que les bénéficiaires du plus grand nombre de suffrages ou les titulaires de la plus grande influence politique ne mettront pas à profit leur supériorité provisoire pour interdire désormais aux perdants d'accéder au pouvoir ou d'exercer leur influence. En échange de quoi, les perdants respecteront le droit du vainqueur de prendre des décisions découlant de ce processus à condition que le résultat reflète fidèlement leurs préférences collectives, exprimées par le biais d'élections libres et régulières.

Pour capitales qu'elles soient pour les démocraties, les élections sont intermittentes et n'offrent aux citoyens que la possibilité de choisir entre des options globales présentées par les partis politiques.

Pour conclure, Mesdames et messieurs, je voudrais, avec le bénéfice de votre permission, terminer par l'interrogation suivante : Les élections sont-elles la seule garantie pour la démocratie ?

Je vous remercie